

# **L'austérité, une épée de Damoclès sur la démocratie européenne**

*Dusan Sidjanski*

L'austérité imposée par l'Allemagne et la troïka est un remède qui aggrave la crise financière en accroissant les déficits et les dettes, qui détruit le tissu économique et social et déstabilise le système politique. Cette spirale infernale entraîne la paupérisation des classes moyennes et exacerbe la misère des catégories de citoyens les plus vulnérables. Le tout dans une atmosphère de profonde dépression, ponctuée de révoltes violentes. La situation de la Grèce illustre le mal économique et social qui menace la Zone euro et l'Union européenne. Elle démontre qu'en raison de l'interdépendance intense résultant de l'intégration européenne et, contrairement aux avis de certains experts et hommes politiques venant du froid, même un pays tel que la Grèce qui ne représente que 2% du PIB de la Zone euro, ne peut être mis en quarantaine et encore moins expulsé de l'Union monétaire. En revanche, ce petit pays européen privé d'une action européenne solidaire et soumis à une dure cure d'austérité peut provoquer une chaîne de crises se propageant d'un pays à l'autre, jusqu'à menacer d'éclatement l'euro et mettre en péril leurs démocraties.

Avant sa nomination à la tête de la BCE, Mario Draghi a mis en garde contre les effets systémiques importants de la dette souveraine des trois pays – la Grèce, l'Irlande et le Portugal – qui représentent 6% du PIB de la Zone euro. Pour tous ceux qui ne voulaient pas occulter la réalité, il était évident que la contagion n'allait pas épargner les grandes économies de la Zone euro, en commençant par l'Espagne et l'Italie. De surcroît, cet engrenage négatif – *spillover* – ne se limite pas aux domaines financiers et économiques, mais contribue à l'augmentation du chômage qui touche en Grèce et en Espagne un quart de la population et autour de la moitié des jeunes. Avec l'austérité budgétaire et les licenciements d'employés et d'ouvriers des secteurs public et privé, l'Etat ne dépense pas en fait moins mais davantage pour les chômeurs et pour la santé, les soins médicaux et les médicaments. Le dilemme auquel le gouvernement est confronté impose un choix difficile : ou bien il coupe dans les pensions, les salaires, l'éducation et la culture, au risque de provoquer des réactions violentes, et de détruire les réseaux sociaux et de préparer le lit des mouvements extrémistes ; ou bien il accroît les déficits et la dette publique en contractant des crédits à environ 6% comme en Espagne et en Italie. A ce taux, on se demande quand, voire si jamais l'Etat sera en mesure s'honorer ses dettes. D'autant qu'il est en récession et qu'il enregistre une croissance négative.

L'exemple de la Grèce est prémonitoire dans la mesure où il montre que la crise financière et de la dette souveraine se propage rapidement et frappe toutes les couches de la société, tout en provoquant une profonde instabilité politique. Les dernières élections en sont la preuve, élections qui ont été précédées par de graves perturbations politiques qui ont fait perdre une année de réformes à l'Etat et à l'économie grecque, et n'ont fait qu'augmenter les effets désastreux de la crise.

Faut-il rappeler que le PASOK de Papandreou, parti majoritaire au début du tsunami financier, a été privé d'un coup de son large appui populaire. Le résultat à l'issue des dernières élections du 17 juin 2012 le situe autour des 13%. Sa perte d'électeurs est due certes à la politique d'austérité qui a suscité l'émergence d'un parti populiste de gauche, Syriza. Ce mouvement préconise une politique contradictoire en exigeant le maintien de la Grèce dans la Zone euro et en refusant toute politique d'austérité. En réussissant à recueillir 26,8% de voix, il n'a été dépassé que de peu par la Nouvelle démocratie (29,66%). En tant que premier parti, la Nouvelle démocratie a bénéficié du « cadeau » de 50 députés prévu par la loi électorale. Ce supplément vise à renforcer la position du premier parti et à garantir une plus grande stabilité au sein du Parlement qui n'a jamais connu un tel spectre de partis politiques. La ND a attiré une partie de l'électorat du PASOK qui a voté « utile », alors que l'autre partie s'est ralliée à Tsipras, le leader charismatique de Syriza. Ces mouvements et ces transferts témoignent de la grande instabilité du système politique grec qui sous le choc de la crise a vu émerger aux côtés de la ND, de Syriza et d'une gauche modérée, un mouvement *néonazi*, l'Aube dorée. A la mi-octobre, les sondages prévoient un léger fléchissement de la ND (25%) et de Syriza (24%) qui demeurent coude à coude, alors que l'extrême droite néonazie en progrès a obtenu 10,5%.

La Grèce s'engage-t-elle sur la voie d'un populisme de gauche et d'un néonazisme virulent qui ont un point en commun, le refus de l'austérité ? C'est un avertissement clair pour les Etats membres de la Zone euro sur les effets de l'austérité à outrance et sans compensation. De fait, force est de constater que dans l'hypothèse où Syriza obtiendrait la première place aux prochaines élections, et le surplus de 50 députés, le sort de la Grèce risquerait de basculer dans un chaos politique et social. Sous la menace d'un parti néonazi, la démocratie grecque serait déstabilisée sous l'effet de la domination d'un populisme de gauche et d'un mouvement néonazi. C'est dire que la Grèce est sur le fil du rasoir. Les conséquences pour d'autres pays européens, pour l'Union européenne et surtout pour les Balkans seraient imprévisibles, mais à

coup sûr perturbatrices. En étudiant le cas grec, on peut évaluer dès à présent les risques politiques qu'encourent l'Espagne et l'Italie, la quatrième et la troisième économie de la Zone euro.

Si les membres de la Zone euro n'ont pas été capables d'aider la Grèce qui représente 2% de l'économie de la Zone euro, on est fondé à se demander s'ils seront en mesure d'entreprendre une action vaste, solidaire et efficace à l'égard de l'Espagne et de l'Italie dont les difficultés actuelles menacent la survie au cœur de la Zone euro. Le souvenir est encore vif dans nos esprits des affirmations d'économistes concernant la portée limitée de l'impact de la crise grecque ainsi que de leurs dénégations des effets d'engrenage qui menaçaient d'entraîner d'autres pays à économies fragiles. Entre-temps, la démonstration a été faite : la contagion s'est propagée au Portugal et à l'Irlande, sans épargner l'Espagne et l'Italie. Que penser aujourd'hui des deux grandes économies de la Zone euro ? Quel sort sera-t-il réservé à ces deux démocraties qui connaissent de puissants mouvements de protestation ? C'est ainsi qu'il faut s'attendre à ce qu'une éventuelle sortie de la Grèce de l'euro porte un coup grave, sinon fatidique, à l'avenir de l'Union européenne.

Un enchaînement de récessions et de dépressions tel qu'il se déroule en Grèce aurait un effet contagieux sur d'autres pays européens. Les plus fragiles risqueraient de s'écrouler sous la pression de la crise qui de financière est devenue économique et sociale, avec des conséquences déstabilisantes le système politique ; alors que les plus forts, l'Allemagne en tête, seraient tentés de se replier sur eux-mêmes. A l'heure qu'il est, la France, deuxième économie de la Zone, affronte des difficultés en raison de la croissance du chômage et de la baisse de compétitivité. Or, les pays qui constituent la plus grande part du marché des exportations allemandes - la France étant le premier partenaire commercial de l'Allemagne – en entrant dans la récession provoqueraient une baisse des exportations allemandes dans la Zone (40%) et dans le marché unique (60%). Ils risqueraient d'entraîner à leur tour l'Allemagne dans le cycle de récession. Certes, l'Allemagne en tant que premier exportateur de machines, outils, de voitures de luxe et d'Airbus avec la France, bénéficie encore de la hausse de ses exportations vers la Chine et vers d'autres marchés émergents qui forment un appoint précieux mais qui est loin d'être déterminant. Jusqu'à quand ? Car la croissance chinoise tend à s'affaiblir : de 10,4 % en 2010, elle est passée à 9,2 % l'an dernier, puis à 7,8 % durant la première moitié de cette année. De toute évidence le cercle vicieux de la baisse de la croissance dans les pays de l'Union européenne et en particulier ceux de la Zone euro, menace également les Etats-Unis, ainsi que

d'autres régions du monde. C'est l'effet pervers de la mondialisation des finances et de l'économie.

La preuve est faite que la crise grave que subit l'Europe et la récession qui règne dans différents Etats membres provoquent des troubles sociaux et l'instabilité politique, agitant le spectre du populisme. Ce sont autant de facteurs qui sont à l'origine de la baisse du soutien des Européens et qui sont susceptibles de frapper de paralysie l'élan d'intégration. D'autant que dans ces conditions l'Europe de Bruxelles et de l'euro constituent des cibles de critiques, tant des gouvernements et des acteurs sociaux que des citoyens. Aussi, le processus d'engrenage ou le *spillover*, tel qu'il a été conçu et programmé par Jean Monnet et tel qu'il a animé la dynamique de l'Union est proche de la paralysie. A présent, sous le poids de la crise, il s'est inversé, menaçant de se transformer sous la pression des nationalismes révoltés en mouvement de désintégration, du moins un frein du mouvement d'union. Ce qui constitue le cœur de la dynamique de l'intégration et son moteur, le noyau fédérateur qu'est la Zone euro et le couple franco-allemand, était censé par ses avances dans un secteur-clé entraîner d'autres secteurs et d'autres Etats dans son sillage. Le constat est indéniable : la stratégie de Jean Monnet d'intégration *secteur après secteur* qui devait conduire automatiquement suivant la logique de *spillover* à la formation de l'union politique, n'a pas donné de résultat escompté.

L'adoption de l'union monétaire, l'euro et la BCE, cet ensemble prometteur était la conséquence logique du marché unique, des quatre libertés ; il était destiné à accélérer l'intégration en s'appuyant sur la maîtrise de déficits et le plafonnement des dettes publiques, ainsi que sur une union économique. Or, la discipline budgétaire a été violée en premier lieu par la France et l'Allemagne, les deux plus grandes économies de la Zone euro qui forment le moteur de l'intégration. Quant à l'union économique, elle est restée dans l'état de projet en absence de coordination des politiques économiques. De surcroît, pour la première dans l'histoire une monnaie, symbole du pouvoir souverain au niveau national ou supranational, a été créée et mise en circulation sans être encadrée par un pouvoir politique européen.

Cette démarche correspond à la stratégie de Jean Monnet, dans la mesure où elle devait entraîner une intégration plus poussée des politiques économiques et des secteurs connexes et, à terme, aboutir à la création d'une Fédération européenne. Le non-respect des règles de l'union monétaire et économique conjointement à l'éclatement de la crise financière, ont mis en question le processus d'intégration qui, malgré ses fluctuations semblait poursuivre son

cheminement. Devant le risque d'une paralysie généralisée, les hauts responsables européens avec à leur tête la Chancelière Merkel et le Président Hollande, ont pris conscience de la nécessité urgente d'une croissance vigoureuse et d'une intégration renforcée dans des structures qui préfigurent une union politique.

La riposte à la crise financière a été lente, hésitante et insuffisante. La solution à la crise grecque qui exigeait des mesures énergiques, un soutien de la part des pays de la Zone euro, si ce n'est de tous les membres de l'Union, s'est heurtée au refus du gouvernement allemand. La solidarité européenne a fait place à des mesures d'austérité et à des actions parcimonieuses à compte gouttes pour éviter la faillite de l'Etat grec. Au lieu de l'aider à relancer son économie, la Grèce a été précipitée dans une récession croissante de -7%, accompagnée d'un chômage croissant, d'une baisse d'activité et d'une vague de faillites. L'austérité a freiné les réformes et a conduit à l'augmentation du travail au noir, de la corruption, de l'évasion et de la fraude fiscales. En deux ans, la Grèce a touché le fond, le peuple est arrivé à la limite du supportable. N'ayant rien à perdre, les Grecs semblent prêts à toutes les aventures, comme en témoignent les poussées des extrêmes, des grèves à répétitions et des manifestations de masse fréquentes et violentes. La poursuite de l'austérité fait le lit de Syriza. Son leader en est conscient. Le maintien de cette situation chaotique, le désespoir du peuple grec est la meilleure garantie de son succès politique.

Le gouvernement de coalition réunissant autour de la Nouvelle démocratie, le PASOK, ou ce qui en reste, et une gauche modérée, demande à la troïka et aux membres de la Zone euro un délai de deux ans pour étaler les mesures draconiennes et éviter une explosion que personne ne pourra maîtriser. Sortie ou expulsée de la Zone euro, la Grèce en pleine révolution populaire sera, comme au début de la crise, une bombe dont les effets sont prévisibles. La première conséquence, *la contagion* touchera les pays les plus fragilisés par la crise et le choc de l'austérité, secoués par des révoltes de la population, au premier chef desquels le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Le feu de la révolte couve et n'est pas sans rappeler la marche de Mussolini sur Rome. Cette crise profonde de la société risque de provoquer l'instauration de régimes autoritaires, aucun de ces pays européens n'ayant échappé à la dictature au cours de son histoire récente. Deuxième conséquence probable : *la crise* exaspérée par l'austérité inhumaine dans une société troublée crée le risque de voir surgir ses aspects les plus « noirs ». Le tout sur un fond de réseaux d'organisations pratiquant le trafic de drogues et de blanchiment

d'argent entre-autres, à la faveur du bouleversement social et de la destruction de l'appareil de l'Etat.

La crise grecque illustre le processus fulgurant de dégradation générale, la destruction du tissu d'échanges et de solidarité sociale ainsi que l'érosion du système démocratique. Elle apporte la preuve que la contagion ne se limite pas à des effets financiers et économiques, mais qu'elle se propage à tous les secteurs de la vie. Les mouvements populaires prennent de l'ampleur et de la force tant au Portugal qu'en Espagne sans épargner l'Italie<sup>1</sup>. Le cercle vicieux est en action : l'austérité et la dette publique, la récession, le chômage accru, les révoltes populaires et l'émergence des forces extrémistes et nationalistes. Ils amorcent la perte d'autorité de l'Etat et la déstabilisation du système politique et menacent les valeurs démocratiques au sein de l'Union européenne qui était appelée à les garantir.

A cette spirale s'ajoute l'effet démultiplicateur des médias. On se souvient de la guerre des médias opposant l'Allemagne à la Grèce. Des attaques et des critiques acerbes au mépris du respect mutuel sont lancées par les médias allemands et souvent relayées par certains responsables politiques et économiques, envenimant les relations entre les deux pays et contribuant à créer une opinion hostile à l'égard des Grecs en Allemagne. Cette agression médiatique a suscité en retour des ripostes sanglantes des médias et des politiciens grecs, accompagnés de violence, dont le récent échantillon nous a été fourni par la visite sous haute protection de la Chancelière à Athènes. A leur tour, les réactions, moins violentes, des opinions publiques grondent dans bien d'autres pays à l'encontre de l'hégémonie allemande, de l'austérité et de ses séquelles dévastatrices. Bref, cette atmosphère n'inspire pas l'esprit et l'action de solidarité à l'intérieur des pays et encore moins à l'échelle de la Zone euro et de l'Union européenne.

La tragédie grecque nous oblige à prendre conscience de la gravité de la situation. Dans cette perspective sombre, ce n'est pas sans raison que le Premier ministre grec s'est référé à l'expérience de Weimar qui a conduit à l'arrivée au pouvoir d'Hitler et à la Deuxième guerre mondiale. Ce rappel relayé par de nombreux appels de personnalités allemandes, dont l'ancien Chancelier Helmut Schmidt, vise à infléchir la ligne d'orthodoxie financière du gouvernement allemand et d'affirmer sa volonté de construire une Europe solidaire. Les demandes du

---

<sup>1</sup> Michelet nous a prévenus : « La contagion des fureurs populaires est parfois si grande et si rapide ».

Président Hollande semblent avoir persuadé le Gouvernement allemande que la discipline budgétaire et fiscale a besoin d'un volet croissance. Le moment est venu pour la relance de l'économie et pour d'avantage d'intégration au sein de la Zone et du marché unique. On se demande quand la grande économie qu'est l'Union, prise dans un monde en pleine mutation à la recherche d'une nouvelle répartition des pouvoirs, quand décidera-t-elle de se doter des moyens politiques à la hauteur de son poids économique et de sa responsabilité mondiale ? Le Prix Nobel de la Paix n'est-il pas un signe fort d'encouragement !

Dans cette perspective, il est primordial d'éviter la faillite de la Grèce et sa sortie de l'euro qui porteraient un coup fatal à l'Union européenne. D'autant que la Grèce occupe une position stratégique-clé dans la région méditerranéenne et dans les Balkans. En effet, la Grèce est un facteur de stabilité mais aussi de développement dans les pays des Balkans. Sa faillite aurait des répercussions graves sur ces candidats à l'adhésion à l'Union européennes qui forment des démocraties et des sociétés jeunes et fragiles. Une Grèce aux abois pourrait être une proie de choix pour les ambitions de la Russie, comme de la Chine. Cette situation privilégiée de la Grèce doit être prise en considération par l'Union européenne, laquelle est encore prisonnière de sa dimension économique. Les limites actuelles des pouvoirs de l'Union sont un argument de plus en faveur de la création urgente d'une Fédération européenne.

DS2012/Textes DS/Crise financière/L'austérité, une épée de Damoclès sur la démocratie européenne  
\_16.10.2012/DS/md